solidarité ouvrière

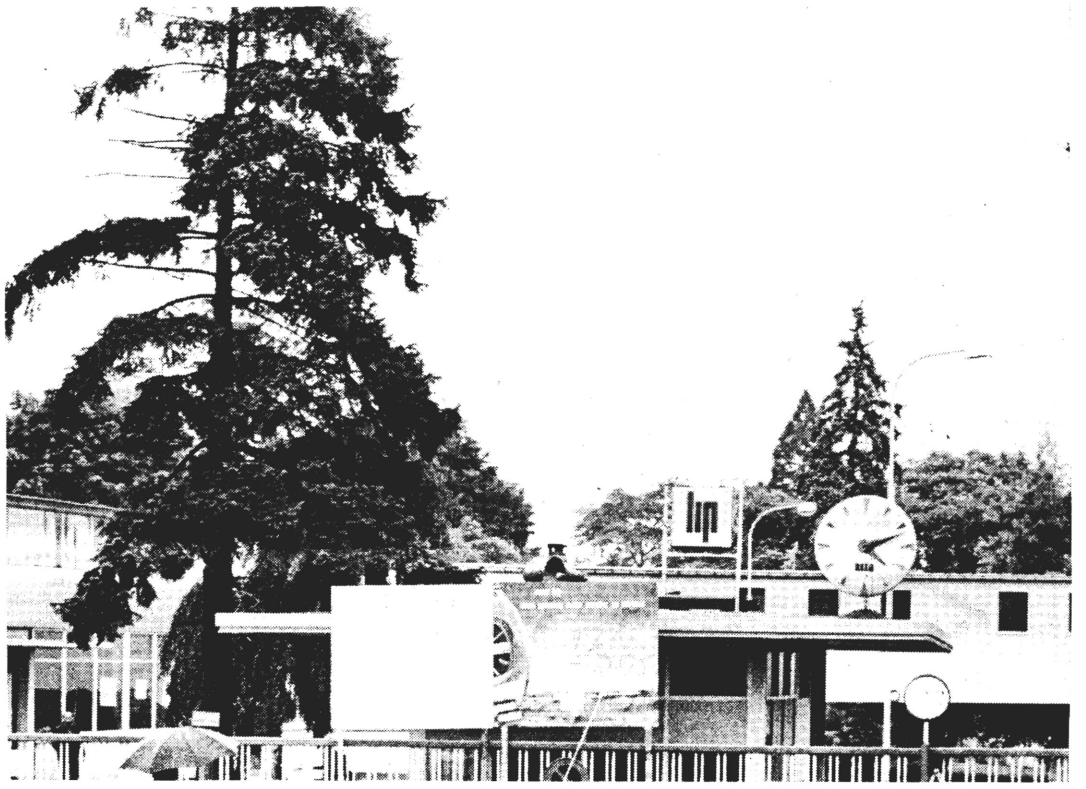
Organe de l'Alliance syndicaliste

(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

TROISIEME ANNEE - NUMERO 29 | PRIX : 1 F — PUBLICATION MENSUELLE | SEPTEMBRE 1973

L'USINE SANS PATRON

- Organisation
- Action directe
- Solidarité
- Gestion ouvrière



Aérospatiale

VENTE SAUVAGE DES "CONCORDE"?

L'AEROSPATIALE A L'HEURE LIP

LA grande majorité de ceux qui, de leur propre autorité, se chargent de « globaliser » les actions des travailleurs (journalistes « sociaux », politiciens « avertis », marxistes-léninistes de tout poil...) se contentent le plus souvent d'analyser des grèves exemplaires, parfois dites « sauvages »... Ils négligent en cela la **pratique quotidienne de la lutte de classes** qui n'est pas toujours aussi « exaltante ». Les travailleurs de Lip, eux, ont bien ressenti son importance ; c'est ainsi que dans un document adressé à **tous** les travailleurs, ils soulignent leurs actions réalisées **dès avant** le dernier conflit :

« En 1970, tout le monde s'est battu contre la réduction d'horaires qui frappait 200 horlogers ; en 1971, toute la boite a lutté contre la menace de licenciement pesant sur 50 salariés. (1) »

Ils rappellent leurs avantages acquis, par exemple :

« Accord d'échelle mobile des salaires : l'augmentation de la masse salariale correspondant à la hausse des prix est répartie sous la forme d'une augmentation égale pour tous. »

« Accord de droit syndical : 1 h 30 d'information par trimestre, prise sur le temps de travail. »

Ils indiquent le travail **quotidien** réalisé :

« Les deux sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., implantées de longue date dans l'entreprise ont pu accomplir un travail régulier depuis une quinzaine d'années... (2). »

De toute façon, le problème qui touche l'entreprise Lip, lié à la concurrence internationale de plus en plus dure entraînant des restructurations industrielles concerne et concernera de plus en plus de branches. Si on veut analyser sérieusement la capacité de risposte de la classe ouvrière, il faut connaître les réactions des travailleurs partout où ils sont menacés par ce phénomène.

C'est ainsi que le secteur aérospatial est directement concerné. Nous avons attiré l'attention sur ce point dès juin 71 dans un article de « Soli » : « Les ministres à Mach II..., 40 000 travailleurs victimes des bangs de Ziegler ». C'était l'époque où les premiers résultats de la fusion des socié-

(Suite en page 2)

LIP

L'ACTION DIRECTE, C'EST ÇA !

Dans le dernier numéro de « Soli », nous avons relaté l'origine et les développements de l'action des travailleurs de Lip. Notre but n'est pas de nous borner à exposer des événements connus. Disons simplement que plusieurs de nos camarades ont pu constater que l'usine était en parfait état : vente, organisation de la garde et de l'accueil, sécurité, etc. Les avis étaient alors partagés sur l'éventualité de l'occupation de l'usine par les forces de répression.

A la veille de cette intervention, l'ambiance pour les travailleurs de Lip était à l'inquiétude ; seuls quelques visiteurs (« touristes », étudiants bisontins, gauchistes pêchant le travailleur en lutte, etc.) trouvaient ça « sympa ». A l'heure où nous écrivons ces lignes, on ne peut savoir quelle tournure vont prendre les événements, et nous voudrions aller à ce qui nous semble l'essentiel.

La grève de Lip est exemplaire. Pas parce qu'elle est longue, pas parce que les travailleurs ont su trouver des formes d'action nouvelles, comme trop de publications et de commentateurs tendent à le faire croire. Elle est exemplaire car c'est la première fois depuis longtemps que des travailleurs organisés s'attaquent autrement qu'en paroles aux racines de la société capitaliste : la propriété, la gestion et la distribution privées des moyens de production et des biens de consommation.

Le plus souvent, on dit qu'une grève est dure par les moyens employés, quelle que soit la revendication. Là, ce qui est radical, ce ne sont pas seulement les moyens, c'est le résultat : pendant plus de deux mois, une usine a fonctionné sans patron. Les travailleurs ont repris la production, ils ont vendu, ils se sont payés.

D'ABORD LA LUTTE DE CLASSES

On peut constater que par le développement d'une revendication constante du prolétariat, le droit au travail, face à une gestion « efficace », normale du patronat qui organise la production en fonction des caractéristiques, du dynamisme du système capi-

(Suite en page 5)

VENTE SAUVAGE DES "CONCORDE"?

(Suite de la première page)

tés Nord-Aviation, Sud-Aviation, S.E.-R.E.B. dans la S.N.I.A.S. se faisaient sentir pour le personnel : éclatement de Suresnes et Châtillon, fermeture des annexes d'Orly, Melun-Villaroche, les Gâtines...

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Les plans de charge sont très bas dans la société. « Concorde » : actuellement 9 exemplaires vendus, 6 options fermes. Or, si la cadence de fabrication descend au-dessous de 8 par an, de nombreux licenciements sont à prévoir (à Toulouse et Bouguenays en particulier). Cela est dû en grande parite aux grosses erreurs de prévision et de gestion tant au niveau de la direction que du gouvernement. Ainsi, dans un document établi par l'inter-C.F.D.T. de l'Aérospatiale, on apprend entre autre chose :

« ... Dès 1960, les compagnies aériennes réclament un type de « Caravelle » plus évolué. Ce n'est que dix ans plus tard que fut réalisée la « Caravelle 12 ». Entretemps, Douglas lance en 1960 les études du « DC 9 », vendu à 1 000 exemplaires à partir de 1965 (six ans après la « Caravelle », vendue elle à 280 exemplaires !) » (3),

Mais le gouvernement de l'époque avait préféré se lancer dans le programme de prestige « Concorde » sans étude de marché sérieuse.

La situation n'est guère plus reluisante pour « Airbus » ou le « SN 600 ».

Seuls les engins balistiques et spatiaux sont moins gravement menacés ; mais le budget correspondant est en grande partie alimenté par les militaires... Ainsi pratiquement les quinze établissements de la S.N.I.A.S. risquent d'être rapidement touchés.

Alors, comment réagissent les travailleurs ? Bientôt une vente sauvage des « Concorde » ?

Des militants de Courbevoie expliquent :

« ... L'usine de Courbevoie groupait, en 1969, 1 800 personnes travaillant en grande partie sur les engins balistiques de la force de frappe. Dès 1969, le P.-D.G. Ziegler annonçait son intention de fermer l'établissement, dans le cadre de la restructuration de la S.N.I.A.S., présentée comme scientifiquement inévitable (selon la science du capital), comme techniquement préférable (selon la technique du profit accru), et donc comme positive pour tout le personnel... » (4).

« ... Les menaces de mutation par petits groupes et à plus ou moins long terme motivent fort peu le personnel, certains travailleurs se désintéressent des cris d'alarme de leurs délégués toujours enclins, selon eux, à noircir le tableau... » (4)

« ... Les années passèrent et, environ deux fois par an, à l'occasion d'une réunion exceptionnelle du Comité d'entreprise, un pontife venait évoquer le sort de Courbevoie. La méthode était efficace : en accumulant les démissions dues au mécontentement individuel (angoisse sur l'avenir, progression des salaires freinée...), les départs en retraite... l'effectif chuta à 1 100 personnes fin 1971. Debré, alors ministre de tutelle, se frottait les mains en plein parlement, en évoquant la déflation « naturelle » des effectifs... »(4).

Et les positions syndicales ?

« C.G.T. (42 % des voix aux élections professionnelles) : partit en guerre pour le maintien de l'usine avec, comme « moyens d'action », des pétitions de travailleurs ou de commerçants voisins, des comités de soutien où figuraient partis politiques et même autorités religieuses, des délégations auprès des parlementaires...

« C.F.D.T. (24 %) : après la diffusion d'une affiche remarquée sur le thème : pétitions, délégations, pièges à cons, posa le problème sur le plan des restructurations et de leur incidence sur la garantie de l'emploi et des ressources. Il s'agissait de mettre en place un dispositif de contrôle des restructurations par le personnel lui-même. Celui-ci n'accepterait la proposition qu'au vu de garanties écrites et à long terme. Par ailleurs la C.F.D.T. proposait d'engager des actions d'envergure de l'ensemble des établissements de la région parisienne.

C.F.T. (16 %) : posait insidieusement le problème sur le plan individuel... chacun souffre dans son intimité, donc la direction doit panser les plaies une à une, à l'amiable...

C.G.C. (9 %) : jugeait inévitable technocratiquement de telles mutations et chaque cadre cherchait sa place au soleil dans le nouvel organisme.

F.O. (9 %) : ne pensait rien ... »

« ... Dans l'été 1972, 650 personnes reçurent notation individuelle de leur mutation, acceptée par 450. Malgré une plateforme revendicative commune C.F.D.T.-C.G.T., le personnel ne fut pas mobilisé, car l'été 1972 fut aussi celui du Programme commun. Toute proposition d'action de la C.F.D.T. fut étouffée par la C.G.T. : il ne fallait pas effrayer l'électorat local, la victoire électorale arrangerait tout... » (4).

« ... Les mutations continuèrent. L'usine de Courbevoie sera rayée de la carte le 1er décembre 1973, comme prévu depuis de nombreuses années. 93 licenciements sont annoncés par la direction... » (4).

TENIR COMPTE DES REALITES QUOTIDIENNES

Il faut souligner les conditions objectives qui rendent difficile une riposte offensive de la part des travailleurs de Courbevoie :

— L'établissement est éparpillé en de nombreux bâtiments, ce qui rend les **contacts difficiles, la cohésion du personnel** était très faible.

La syndicalisation était assez faible (20 % environ) et répartie entre de nombreuses sections syndicales (il y en a eu jusqu'à 7).

« ... Chez Lip, près de 50 % du personnel est syndiqué, en majorité à la C.F.D.T., puis à la C.G.T. et à la C.G.C. »

A Courbevoie, la majeure partie du personnel (les non-syndiqués) n'a pas pesé sur les choix faits par les sections syndicales, et les affrontements, en particulier C.F.D.T.-C.G.T., n'ont pas arrangé les choses. Au contraire :

« ... Les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T. Lip pratiquent l'unité d'action dans d'assez bonnes conditions... » (2)

Les assemblées du personnel attiraient peu de travailleurs qui, de plus, restaient passifs ; la C.F.D.T., qui comptait y faire prendre les décisions, ne pouvait engager des actions sur les choix de la minorité présente (essentiellement les syndiqués et sympathisants C.G.T. et C.F.D.T.).

La méthode mise au point chez Lip pour que les assemblées du personnel soient vivantes est la suivante :

« ... Temps de pose après l'exposé des questions à l'ordre du jour : les délégués éclatent alors dans les groupes qui se forment spontanément, recueillent l'opinion moyenne, discutent de leurs propositions... » (1).

L'appui de l'union locale C.F.D.T. de Courbevoie, réel, n'a pu être décisif car, dans la région parisienne, les sections participent peu aux unions locales (problèmes de transports, de lieu d'habitation...) qui sont souvent des groupes de militants, rarement mandatés par leurs sections. C'est heureusement souvent assez différent en province. Ainsi :

« Depuis trois ans, la section C.F.D.T. de chez Lip a travaillé collectivement avec l'union locale de Besançon, nous avons acquis le souci de donner un coup de main en dehors de notre branche, et nous avons été mis en présence de formes d'actions diverses que nous avons intégrées à notre comportement sans même nous en rendre compte... » (2).

Tous ces éléments défavorables ne se retrouvent pas en totalité dans les autres établissements de l'Aérospatiale. Par exemple à Toulouse et surtout à Bouguenais (en 1968, une des premières usines occupées), il existe une grande combativité et on peut penser que, dans les mois qui viennent, **il y aura des conflits très durs à l'Aérospatiale.**

DES LIP PAR MILLIERS

L'exemple des travailleurs de Lip ne serait donc qu'isolé ? Ils ne le pensent pas, et nous non plus.

« ... L'action menée ici n'est pas transposable sur le champ dans toutes les entreprises ; cependant, en l'adaptant aux conditions locales, la méthode que nous employons peut être reprise dans des centaines d'usines... »

« ... Les travailleurs de Lip ont démontré que les patrons n'étaient pas indispensables et que les travailleurs étaient capables de s'organiser eux-mêmes, y compris dans le domaine économique (production et échange de biens). Ce n'est pas seulement la direction Lip qui est en cause, c'est toute la classe patronale... » (1).

« ... Notre lutte peut constituer un acquis pour l'ensemble des travailleurs si demain d'autres expériences sont tentées, allant dans le même sens, si nous réfléchissons collectivement à nos méthodes d'action pour les rendre efficaces... » (1).

Enfin, s'adressant à tous les travailleurs :

« C'EST A VOUS QU'IL REVIENT DE REFLECHIR, DE PRENDRE COLLECTIVEMENT LES INITIATIVES NECESSAIRES POUR ELARGIR LA BRECHE FAITE DANS LE SYSTEME QUI NOUS EMPRISONNE. »

(1) Document « Lip en lutte s'adresse à tous les travailleurs » de juillet 1973, signé par la section syndicale C.F.D.T. et le Comité d'action Lip.

(2) Analyse de la section C.F.D.T. de Lip parue dans « Syndicalisme-Hebdo » n° 1 456 du 2 août 1973.

(3) Dossier établi par l'inter-C.F.D.T. de la S.N.I.A.S. sur le Concorde.

(4) Analyse de militants C.F.D.T. de Courbevoie

Immigration et

Il y a actuellement 4 millions de travailleurs immigrés en France, dont 2 500 000 d'actifs, soit 10 % de la population active totale. Ce chiffre prend toute sa signification quand on considère qu'ils sont concentrés exclusivement dans la classe ouvrière, dont ils constituent les couches les plus basses, les plus manœuvrables. Ce sont eux qui sont « comprimés » les premiers lorsqu'il y a des resserrements d'effectifs, eux qui sont déplacés les premiers lorsqu'il y a des transformations dans le développement des secteurs industriels.

JUSQU'AU 30 septembre, de nombreux travailleurs immigrés peuvent faire régulariser leur situation grâce aux mesures exceptionnelles adoptées par le ministère du Travail (merci, Monsieur Gorse !) à la suite des nombreuses luttes menées ces temps derniers par nos camarades immigrés.

Nous devons informer de ces mesures le maximum de travailleurs immigrés, autour de nous, afin que ces travailleurs puissent en faire autant de leur côté. Nous devons également nous mettre à la disposition des immigrés pour les aider dans les démarches administratives.

RAPPEL DES DIRECTIVES DU MINISTERE DU TRAVAIL EN DATE DU 14 JUIN 1973 :

1) **Champ d'application :**

« Jusqu'au 30 septembre 1973, tout étranger en mesure de justifier qu'il est rentré en France avant le 1er juin 1973 pourra obtenir sa mise en situation régulière en vue d'exercer une activité professionnelle salariée sur notre territoire. »

2) **Règles de procédure :**

« Le travailleur devra solliciter la régularisation de sa situation auprès des instances compétentes (mairies, préfectures, commissariat de police, selon le cas), en produisant un dossier comprenant : un contrat de travail d'un an et son annexe relative au logement, engagement de versement par l'employeur de la redevance due à l'O.N.I. »

3) **Cas de travailleurs étrangers ayant travaillé en France pendant plus d'un an :**

« A ceux qui sont en mesure d'apporter la preuve qu'ils se trouvaient dans cette situation au 1er juin 1973, par exemple en vous présentant des bulletins de paie, vous délivrerez, sur présentation d'un contrat de travail d'une durée comprise entre six mois et un an, **une carte de travail valable pour un an** (pour Paris, il sera exigé uniquement un certificat de travail). »

4) **Cas des clandestins, actuellement sans emploi :**

« Le ministre de l'Intérieur a décidé d'accorder à ces personnes un titre de séjour provisoire de trois mois, afin de leur permettre de rechercher un nouvel emploi.

De votre côté (préfets, directeurs régionaux du travail), il vous appartiendra de donner des instructions aux services de l'Agence nationale pour l'Emploi pour qu'ils apportent leur concours aux intéressés dans la recherche d'un travail. Le cas échéant, si le placement sur place apparaît impossible, des postes de travail seront proposés dans d'autres régions. »

(Extrait de « Informations 92 » Bulletin de l'U.D. 92 C.F.D.T.)

La bourgeoisie française s'est donné une arme efficace qu'elle utilisera sans hésiter quand

lutte de classes

la situation l'exigera. Cette arme qu'elle perfectionne sans cesse, c'est la division, et le moyen de cette division, c'est l'accroissement de la concurrence que les travailleurs se font entre eux sur le marché de l'emploi. Cette concurrence se trouve exprimée parfaitement dans la résolution sur l'immigration du 38e Congrès de la C.G.T.

« Tandis que la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader, pouvoir et patronat ont fait appel à la main-d'œuvre immigrée au cours des deux dernières années et le VIe Plan prévoit l'entrée en France de 600 000 immigrés. »

Dans un document de la C.F.D.T. (document de la commission des travailleurs immigrés, juillet 1972) on peut lire en outre que :

« Dans la pratique, le contrat d'introduction livre le travailleur pieds et poings liés à son employeur ».

Mais la politique préconisée par les centrales syndicales reste celle-ci :

— Un organisme public recruterait des immigrés sur la base des « besoins économiques du pays » ;

— Cet organisme se chargerait des conditions du contrat et de l'introduction, l'hébergement, etc.

Les employeurs seraient « mis dans l'obligation de fournir aux immigrés un logement décent, à un loyer décent ».

On conçoit que les centrales ouvrières tentent de « limiter la casse » en ce qui concerne les conditions de vie des immigrés.

Mais d'une façon générale, elles ne font que prendre les effets pour les causes. Contrairement à la déclaration du 38e Congrès de la C.G.T., ce ne sont pas les immigrés qui provoquent le chômage des autres travailleurs, c'est le capitalisme qui a besoin d'une armée de réserve industrielle. En effet, l'immigration est liée au phénomène international de l'impérialisme et ne disparaîtra qu'avec lui (1).

Le tiers-monde constitue une source de matières premières bon marché, un débouché pour les produits fabriqués des métropoles et une source de main-d'œuvre pas chère. Ces trois avantages ne peuvent se maintenir que grâce à la domination économique et politique du tiers-monde, c'est-à-dire le sous-développement. Aucun pays du tiers-monde ne se développera tant que subsistera l'impérialisme. Si les travailleurs du tiers-monde émigrent, ils ne font que suivre le capital qui achète leur force de travail et ce capital, précisément, est monopolisé dans les pays industrialisés par la bourgeoisie dont la position repose en grande partie sur la domination du tiers-monde. Que se passerait-il si celui-ci s'industrialisait ? Les matières premières seraient utilisées dans l'industrie locale, leurs prix augmenteraient. La main-d'œuvre serait utilisée dans l'industrie locale, l'immigration diminuerait en quantité et le prix de la force de travail augmenterait...

Dans les métropoles industrielles lutter contre l'immigration sauvage, pour la rationalisation de l'immigration, constater les terribles conditions de logement et de salaires des immigrés pour mendier aux patrons « un logement décent à un loyer décent » au lieu de susciter une **action de masse pour augmenter le prix de la force de travail des immigrés,** voilà le type même de la fausse solution. L'augmentation des salaires des immigrés, outre qu'elle les placerait sur le même niveau que les ouvriers français face aux patrons — y compris sur les problèmes de logement — provoquerait automatiquement une limitation de l'immigration, qui aurait perdu son intérêt économique pour le patronat. Les Etats d'origine, dont les classes dominantes vivent de leur dépendance vis-à-vis des pays industriels, l'ont parfaitement compris, qui voient d'un mauvais œil leurs ressortissants revendiquer.

L'égalisation des conditions de vie et de travail des immigrés avec l'ensemble de la classe ouvrière permettrait de réduire la division qui existe actuellement. Mais la conséquence la plus importante, au plan international, serait de couper les Etats impérialistes d'une source de main-d'œuvre bon marché dont ils ont besoin pour maintenir leurs taux de profit. En brisant une des chaînes qui lient l'impérialisme au tiers-monde, chaînes qui sont la principale entrave au développement de ce dernier, le prolétariat ferait une œuvre véritablement révolutionnaire et internationaliste.

Cette œuvre-là ne se fera pas dans les commissions tripartites et dans la collaboration avec la bourgeoisie en vue de défendre « les besoins réels du pays » qui ne sont que les besoins de la bourgeoisie ; **elle se fera par la lutte de classe internationale du prolétariat, organisé sur les bases du syndicalisme-révolutionnaire.**

---

(1) Par impérialisme, nous entendons impérialisme économique. De nombreux travailleurs se font illusion sur « l'indépendance » accordée aux pays du tiers monde depuis la décolonisation. L'empire économique des pays industriels n'a pas cessé de s'accroître et constitue une exploitation forcenée des richesses naturelles et minières du tiers monde. L'immigration n'est qu'un des aspects de cette exploitation. L'exploitation de la main-d'œuvre qui comme les matières premières, est moins chère. Quant à l'aide aux pays sous-développés, elle est une des plus grandes mystifications du siècle. Ainsi, le président de la Banque internationale pour la Reconstruction et le développement pouvait dire en 1969 que « les deux tiers des capitaux transférés vers les pays pauvres sont déjà absorbés par le remboursement des dettes de ces pays »...

En U.R.S.S.

INTELLECTUELS et PROLÉTARIAT

LA question des intellectuels d'Union soviétique est revenue à l'ordre du jour. La publication du livre de Pierre Daix, stalinien « repenti », sur Soljénitsyne et sa polémique avec les dirigeants du Parti communiste soulèvent les passions d'une certaine gauche. L'arrivée en France d'André Siniavski mobilise les journalistes du « Figaro ». On s'extasie sur la foi inébranlable qui lui a permis de « tenir ». Le savant Sakharov multiplie les déclarations d'opposition au régime, et le biologiste Jaurès Medvedev est déchu de la nationalité soviétique. Bref, de quoi alimenter les discussions...

La relative libéralisation consécutive à la déstalinisation fut de courte durée. Au début de 1966, c'est un procès à retentissement contre le poète Youri Daniel et le romancier André Siniavski. Depuis ce moment les opposants, s'ils ont réussi à publier et à faire passer à l'Ouest (souvent par l'intermédiaire du mouvement des exilés anticommunistes installé en Allemagne fédérale) les fameux « Samizdat », n'ont pas été gâtés par le régime. Les tentatives d'organisation, comme le « Comité des droits de l'Homme », ont été brisées. Tout porte même à croire que de nouvelles (et discrètes) mesures ont été prises fin 1972 pour limiter les contacts entre les populations d'U.R.S.S. et les étrangers. Les remous provoqués par les « affaires » successives et les informations qui filtrent font d'ailleurs bien l'affaire des éditeurs occidentaux, à l'affût de n'importe quel écrivain anticonformiste russe.

PLUSIEURS « OPPOSITIONS »

Mais on peut s'étonner que personne ne songe à faire la différence, parmi les opposants, entre ceux qui sont franchement réactionnaires et les autres. De la part de la bourgeoisie, c'est naturel, elle fait flèche de tout bois. Cependant, si des hommes comme Grigorenko, Yakir ou Almarik constituent une opposition de gauche au régime bureaucratique, l'existence de mouvements nationalistes grand-russiens (parfois combattus, parfois utilisés par le régime car ils exaltent le rôle de sauveur et de guide de la Russie éternelle), de sectes religieuses non tolérées et de groupes nationalistes antirusses n'est pas douteuse. Tous ces gens ne peuvent sûrement pas être classés dans la catégorie des progressistes. S'il existe des « léninistes démocratiques », combattant les staliniens à l'aide des derniers écrits de Lénine, François Fejtö écrit à propos de Sakharov, Tchalidzé et Litvinov :

« Hostiles à tout bouleversement violent, ils s'efforcent de persuader les dirigeants que des réformes de démocratisation pourraient graduellement être mises en application sans danger pour leur vie et leur position dominante. »

Sans commentaire...

Pourtant, il existe certainement en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est une opposition dont personne ne parle : l'opposition de classe. Les mesures prises dans ces pays pour augmenter « en douceur » la production, certains articles de journaux fustigeant les « imperfections », tous les systèmes « d'émulation socialiste » témoignent d'une lutte de classes larvée, qui se caractérise par une tendance générale au « go canny » (1), au ralentissement de la production. En Hongrie, d'après « La Nouvelle Revue internationale », cela s'appelle « *incompétence professionnelle, incompréhension, manque de conscience socialiste* ». Pour nous, cela s'appelle souvent lutte de classes.

DAIX ET LA LUTTE DE CLASSES

Il est d'ailleurs remarquable que ceux qui critiquent le régime soviétique, dans les pays capitalistes, se soient toujours fondé sur les manifestations d'opposition des intellectuels. Pourtant le régime soviétique offre aux chercheurs, aux cadres en général, des avantages matériels substantiels (c'est nécessaire pour l'économie : il faut trouver des stimulants). Presque tous les ouvrages consacrés au stalinisme insistent sur la censure, sur la surveillance de la correspondance et sur les camps d'internement, mais peu ont essayé de faire une analyse de classe. Il est plus facile, et pour tout dire plus naturel, pour un intellectuel comme Pierre Daix de parler de l'oppression morale et mentale que de la situation des ouvriers d'U.R.S.S. D'ailleurs, sait-il ce que signifie pratiquement être exploité ?

D'accord, les camps, les centres « psychiatriques », les massacres du stalinisme sont révélateurs d'un monde horrible que nous combattons de toutes nos forces. Il existe des catégories sociales opprimées en U.R.S.S. Ce n'est pas une raison pour faire bloc avec la bourgeoisie qui monte en épingle n'importe quel « cas » d'opposant dans les pays de l'Est.

Ce qui est fondamental aujourd'hui dans le régime soviétique, c'est son caractère de classe ; ce qui compte vraiment, c'est la situation de la classe ouvrière d'U.R.S.S. Mais cela, Pierre Daix et les autres ne peuvent pas le comprendre. L'intelligentsia peut se mobiliser pour Boukovski, pour l'« Union socialiste chrétienne pan-russe pour la libération du peuple », pour Sakharov, pour Soljénitsyne : c'est le même monde. Ces gens-là s'énervent quand on touche aux idées, ils vivent dans le monde des idées. Ils combattent le gouvernement de l'U.R.S.S., les méthodes policières, mais ils sont incapables de combattre la classe dominante en Union soviétique. Réclamer une révolution politique à Moscou, quelle erreur quand c'est une révolution sociale qui est nécessaire !

En France, le Parti communiste est certainement gêné par ces « affaires », mais moins qu'on croit. Il n'a pas beaucoup de mal à trouver un caractère réactionnaire, antisoviétique (« donc » anticommuniste) ou « contre la détente » aux déclarations et aux écrits des opposants d'U.R.S.S. et de ceux qui les soutiennent, bien sûr en arrangeant un peu la sauce. Pensez donc, Pierre Daix écrit dans « Le Nouvel Observateur » et il ne va plus à ses réunions de cellule : il est discrédité... Au fond, Pierre Daix et les autres ne portent pas atteinte à l'implantation du Parti communiste dans la classe ouvrière, et c'est ce qui est important pour ses dirigeants.

En Union soviétique, ce sont des intellectuels qui mènent pour l'instant le seul combat dont on parle. La classe ouvrière semble dépolitisée, ses capacités de résistance semblent faibles, elle n'a pas d'organisation autonome, mais qu'elle puisse s'organiser librement, et sa situation peut changer. Le mot d'ordre des anarchistes russes reste valable aujourd'hui encore, comme en 1918 : *Liberté d'organisation pour la classe ouvrière d'U.R.S.S. !*

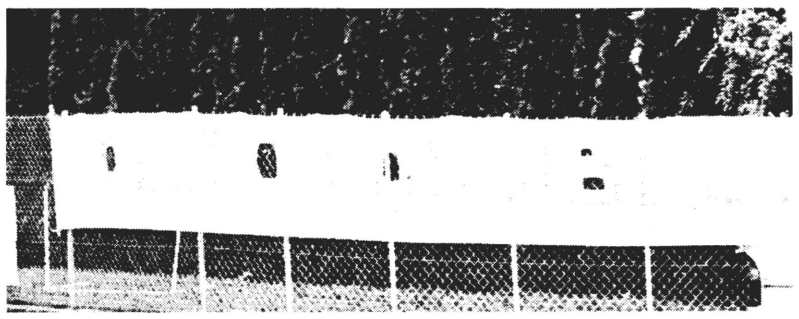
---

(1) Le « go canny », expression argotique d'origine britannique, signifie « travailler à la va comme j'te pousse », forme spontanée et minime du sabotage, selon Emile Pouget.

AUTOUR DE LIP

BEAUCOUP de monde, la grosse chaleur, le meeting du 16 août à la Bourse du Travail de Paris s'annonçait « chaud ». D'autant que certains militants se demandaient si on n'était pas venu faire un enterrement de première classe à la lutte des camarades de Lip... Mais le coup de force policier de Besançon méritait une riposte massive de la part des travailleurs et de leurs organisations de classe.

- Un meeting "d'unité"
- Notre point de vue
- Et F. O. ?...



PARISIENS ET PROVINCIAUX

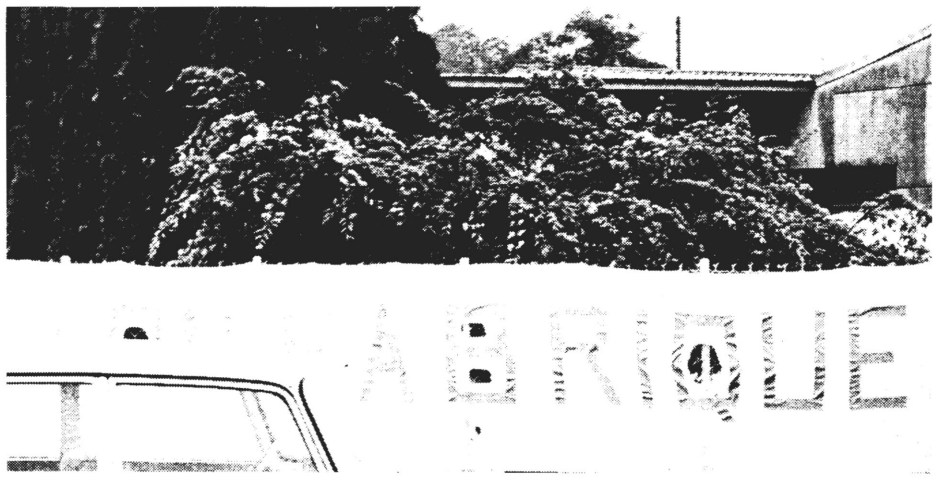
Ça avait mal commencé. Le service d'ordre était organisé en commun par la **C.G.T. et la C.F.D.T. Des brassards « organisation »** avaient été prévus : 350 pour la C.G.T., 15 pour la C.F.D.T. ! Les banderoles spécifiques d'organisation étaient prohibées. On passa vite de la prohibition à la concurrence, en taille et en nombre... D'ailleurs, la salle, comme la rue, était nettement divisée en deux camps : ceux qui criaient « Union populaire ! » et les autres.

En dehors des appels vibrants à l'unité d'action des organisations syndicales, de l'exigence de « véritables » négociations, des considérations moralisatrices sur « la classe ouvrière est dans son bon droit », à quoi a bien pu servir ce meeting ?

Les deux délégués de Lip étaient venus remercier les travailleurs parisiens de leur solidarité, et également donner des informations sur la lutte et la façon dont ils entendaient la poursuivre. Dans la salle, l'ambiance y est : on se lève pour « les » voir, hélas ! on se lève aussi pour voir les dirigeants syndicaux et politiques : on les acclame, on les entoure, on les encense, bref on les adore... Les camarades de Lip ne sont pas des orateurs, au sens traditionnel du mot : ils parlent de ce qu'ils savent. Manifestement impressionné, le délégué C.G.T. a eu bien du mal à faire tenir dans son intervention l'intérêt local, l'intérêt régional, l'intérêt national, la nécessaire attitude responsable, la lutte contre l'utopisme, et enfin les changements démocratiques dans le cadre du programme commun (ça, il ne fallait surtout pas l'oublier), mais le délégué C.F.D.T. soulignera sous les applaudissements : **« L'entreprise Lip est là où sont les travailleurs de Lip. »**

EDMOND MAIRE

Ouvrant le meeting, le camarade Maire proclame que les travailleurs de Lip construisent par leur action **« la légalité de demain »** ; puis, il commence une phrase **sur « le courant autogestionnaire »**, ce qui provoque les cris : « Autogestion, autogestion ! ». Il se reprend et précise que c'est seulement à l'intérieur de l'union des forces populaires qu'il conçoit le courant autogestionnaire. A la joie des partisans de l'« Union populaire ».



Ambiguïté ou concession ? Il est indiscutable que dans un meeting d'unité d'action soutenant une lutte ouvrière il ne faut pas aiguiser les divergences. Néanmoins, nous pensons que le « courant autogestionnaire » — qui, pour exister réellement, ne peut être que de classe, donc syndical — ne doit pas se laisser affaiblir, même par des considérations d'ordre tactique. Il nous paraît indispensable de rappeler que **la gestion ouvrière directe est l'intérêt objectif des travailleurs salariés,** c'est le moyen de la suppression du salariat. Ceux qui se placent sur un autre terrain, celui du programme commun par exemple, représentent d'autres intérêts. Si nécessité il y a pour la classe ouvrière de former des ententes avec d'autres couches sociales, classes moyennes, artisans, commerçants, paysans, intellectuels, étudiants, ces alliances ne sont concevables que sur la base des intérêts du prolétariat ; suppression de la propriété privée des moyens de production et édification d'une société sans classes. Pour nous, une « union des forces populaires » devrait se placer dans son ensemble sous le mot d'ordre de l'autogestion et autour du prolétariat, organisé sur une base de classe.

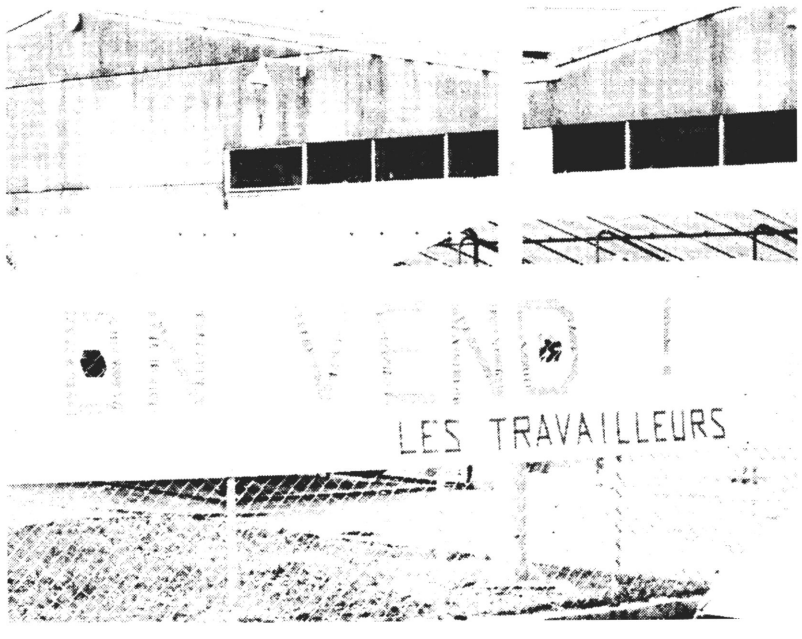
Les autres intervenants font pâle figure : Marangé exalte les vertus négociatrices de la F.E.N. et déclare que devant l'intransigeance patronale et gouvernementale, les travailleurs de Lip ont choisi « l'arme sublime », la grève. Pensez donc, la grève ! Breteau (secrétaire de la Fédération des Métaux C.G.T.) pense que le gouvernement et le patronat ont maintenant « mauvaise conscience », que Charbonnel est « ministre du démantèlement industriel » ; il lui réclame d'ailleurs des accusés de réception aux lettres des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. Il sera le seul à fustiger Bergeron qui méritait bien ça.

LES « POLITIQUES »

Eux, Marchais, Bérégovoy, Fabre, ils sont venus faire démonstration de démagogie, faire crier un peu les zélateurs de l'Union populaire, et se faire de la publicité à bon compte grâce à l'action des travailleurs. Ce n'est pas tous les jours qu'un Robert Fabre (président des radicaux de gauche) peut s'offrir une bourse du travail ! Comme le disait un camarade après l'intervention du représentant du P.S.U. qui parlait du pouvoir des travailleurs : **« Mais si les travailleurs prenaient réellement le pouvoir, que deviendrait-il ? »**

Heureusement, les camarades de Lip comptent plus sur la solidarité active des travailleurs qui ont entrepris des grèves de soutien, ils comptent plus sur leurs actions que sur le P.S. (un grand copain des travailleurs, rappelez-vous) ou les radicaux de gauche.

Mais ce qu'il faut empêcher, c'est que sous couvert de soutenir Lip en lutte, on passe sous silence ce qui est fondamental : les travailleurs de Lip, organisés, ont exproprié, au moins pour un temps, leur patron.



« Lip est le conflit social le plus préoccupant parce que la poursuite de l'exploitation à partir d'une spoliation de fait des actionnaires met en cause les principes d'AUTORITE, de PROPRIETE, de RESPONSABILITE, de RESPECT des engagements vis-à-vis des fournisseurs et des sous-traitants qui sont à la base même de notre régime économique et de notre droit commercial. » (Déclaration de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.)

réalités quotidiennes
écho des luttes ouvrières

L'ACTION DIRECTE

(Suite de la 1re page)

taliste, des travailleurs se trouvent, sans intervention extérieure, dans une situation révolutionnaire. En effet, les patrons de Lip ne sont pas « méchants », et les travailleurs de Lip ne sont pas portés par une idéologie révolutionnaire. Leur conflit est un conflit d'intérêts.

Nous touchons là le cœur de l'organisation capitaliste : la production sert à faire du profit, et la rationalisation ne peut pas tenir compte des intérêts ouvriers, quoi qu'en disent bourgeois et technocrates.

Réciproquement, une revendication ouvrière vitale — l'emploi — se heurte immédiatement aux intérêts vitaux du capitalisme.

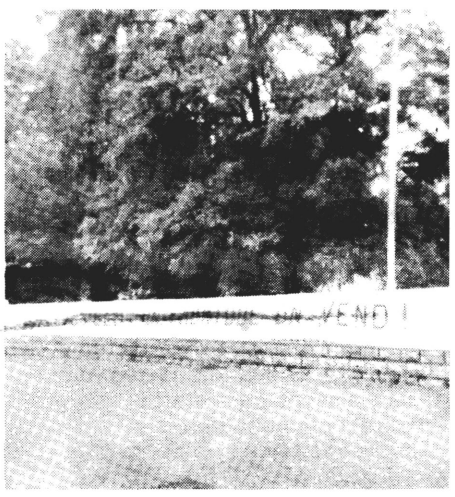
Dans la société industrielle moderne, les conflits essentiels sont des conflits d'intérêts entre les deux classes essentielles : les propriétaires, publics ou privés, des moyens de production — ceux qui les gèrent, ceux qui en tirent du profit, ceux qui en bénéficient — et les non-propriétaires — qui vivent de la vente de leur force de travail.

C'est sur la base de ses intérêts réels, droit au travail, droit à la consommation, etc., bref droit à la vie, que la classe ouvrière se présente comme révolutionnaire. Nous pouvons constater qu'en s'opposant à une restructuration nécessaire au bon fonctionnement de l'économie capitaliste, sans qu'ils soient tous adhérents d'une des théories socialistes, les travailleurs de Lip ont, dans les faits, agi de manière révolutionnaire.

La motivation révolutionnaire nait directement de la pratique de la lutte de classes ; la conscience socialiste vient de l'action et naît de l'action.

L'ORGANISATION DE CLASSE

Les travailleurs de Lip ne sont pas anarcho-syndicalistes. Sans doute dans leur majorité ignorent-ils ce que c'est. Mais ils se sont organisés sur une base de classe ; ils ont organisé la prise de décision démocratique dans les assemblées générales ; cette structuration a été accompagnée d'un long travail syndical régulier et constant. Il y a incontestablement une minorité agissante, mais elle agit **parmi** les travailleurs, notamment en vue de leur organisation ; elle ne se dissocie pas d'eux : le type d'organisation est unique, il est large, ouvert et à vocation démocratique : les sections syndicales et le comité d'action.



Il n'y a pas « organisation des révolutionnaires » et « organisation des ouvriers ». Et ce travail dans les masses a tendu à nier la minorité. Toutes ces pratiques, qui sont développées naturellement par la classe ouvrière quand elle le peut, vérifient les postulats de l'anarcho-syndicalisme.

CONCLUSIONS

Deux conclusions nous paraissent importantes : l'une concerne l'unité, l'autre les formes d'action.

L'UNITE

Bien que la concurrence existe entre les organisations syndicales, il n'y a pas de conflit ouvert entre elles. Tout le monde a dit que l'unité s'est faite dans la lutte, ce qui est vrai. Mais sur quelles bases ? Pas sur l'élection d'un député, d'un président de la République, pas sur un programme de gouvernement, c'est-à-dire pas sur un changement de personnel politique dans l'Etat, mais sur une action concernant l'intérêt direct de la classe ouvrière, contre l'intérêt direct du patronat. Elle s'est faite par action directe du salariat contre action directe du patronat, négligeant les intermédiaires.

Seul le maillon le plus faible a manqué à la chaine de l'unité : les cadres techniques, qui ont confondu leurs intérêts avec ceux des cadres de commandement.

FORMES D'ACTION

Le conflit de Lip est révélateur du rôle de l'Etat. Une fois les travailleurs mobilisés pour et par la lutte syndicale, l'expropriation de fait du patronat n'est qu'une question de conscience et de détermination. Face aux travailleurs mobilisés, le patron est faible : pratiquement, pendant deux mois et demi, une usine tourne sans patron. Le rapport de force réel — les fusils, les chars, les avions..., les gardes mobiles — apparait avec l'Etat, c'est-à-dire l'organisation armée de la classe dominante d'exploiteurs.

Les travailleurs, lorsqu'ils combattent le patronat de manière radicale se sont trouvés, se trouvent, se trouveront toujours face à ce qui est fondamental dans l'Etat : la force au service de l'exploitation.

Toute lutte qui s'attaque au patronat s'attaque à l'Etat, et la capacité révolutionnaire passe par la conscience de la nécessité de s'attaquer à l'Etat.

*
**

De par son développement historique propre, le prolétariat tend à supprimer la propriété privée des moyens de production, de distribution et d'échanges, s'attaque à la production faite pour le profit, et à leur bras armé : l'Etat, pour les remplacer par la propriété sociale, l'abolition du salariat, l'autogestion, la production et la distribution basées sur les besoins : le communisme libertaire.

Et c'est par son organisation autonome, sur la base de ses intérêts propres de classe, que le prolétariat peut se donner le moyen de parvenir à ses fins.

La compagne de notre camarade J. Toublet, dit Jean Thersant, est décédée le 24 juillet ; qu'il accepte, lui et ses enfants, le soutien en ce temps difficile de notre solidarité et de notre amitié.

Et saluons une dernière fois la compagne qui fut le plus ferme soutien d'une vie militante.

En marge du conflit LIP

OU VA F.O.?

ENCORE une fois, Bergeron et Cie ont montré dans quel camp ils voulaient entraîner la C.G.T.-F.O. par les différents mots d'ordre qu'ils ont fait circuler dans et hors l'organisation au sujet de « l'affaire Lip ».

La raison invoquée pour justifier une telle attitude était la volonté des « militants » F.O. de chez Lip qui « **ne souhaitaient pas que les camarades de toute l'organisation participent aux manifestations de soutien** ». A leurs yeux, « **ces dernières pouvaient entraver les négociations par une politisation du conflit** ». D'autre part, ces lutteurs « indépendants » — surtout indépendants de la lutte de classes, pas du patronat, bien entendu — n'auraient pas reçu de soutien financier provenant de la vente de montres et ils n'auraient pas la possibilité de se faire entendre dans les assemblées générales et par la presse. Ce que la confédération ne dit pas, c'est que ces « camarades », s'il semble qu'ils font effectivement la grève, ne participent pas à la vente des montres, tout comme leurs amis les cadres. Le plus curieux dans l'affaire, c'est qu'il aura fallu la visite du confédéral Laval, de la Fédération de la Métallurgie (bien connu comme militant ouvrier par les huissiers des ministères), pour qu'on apprenne l'existence d'une section F.O. à la division machines-outils d'Ornans, à quelques kilomètres de Besançon.

Ces prises de position ne sont pas uniques et s'insèrent parfaitement dans une ligne de conduite générale inquiétante. Rappelons pour mémoire l'attitude inqualifiable de la confédération et du syndicat F.O. de chez Renault, lors du dernier conflit, qui donnait des arguments aux racistes d'Ordre nouveau. Ceux-ci se sont d'ailleurs empressés de renvoyer l'ascenseur à la suite d'une admirable déclaration de Bergeron sur les travailleurs immigrés, en notant dans un article d'une page dans leur journal de juin l'évolution « intéressante » de F.O.

F.O. perd régulièrement des militants du fait de son manque de combativité, malgré une progression dans les élections professionnelles. Un permanent de l'Union de la région parisienne a pu ainsi déclarer dans une réunion de militants que l'organisation syndicale était incapable de mordre sur la clientèle de la C.G.T. et de la C.F.D.T., et que par conséquent il lui fallait recruter un peu plus à droite...

Lors des dernières élections législatives, F.O. critiquait la C.G.T. et la C.F.D.T. On peut penser que celles-ci avaient des positions contraires à la nécessaire indépendance de l'organisation de classe vis-à-vis des partis politiques. Pourquoi alors ne pas réaffirmer, conformément à la résolution du dernier congrès confédéral, sa volonté de combattre le système capitaliste ? Pour un syndicaliste véritable, indépendance ne doit pas vouloir dire indépendance vis-à-vis du socialisme.

Le but recherché par l'appareil confédéral semble être d'obtenir une sorte de super-représentativité nationale, et d'être reconnu comme interlocuteur privilégié du gouvernement et du patronat. Ce but ne peut être atteint par le caractère de masse de l'organisation, F.O. étant la plus faible des trois grandes centrales. On fait alors de grandes déclarations contre la C.F.T., de peur d'être devancé par elle dans les bras de Pompidou-Ceyrac. On tente un rassemblement avec la C.F.T.C. et certaines organisations autonomes. Mais tout cela ne se fait pas sans heurts internes. De nombreuses sections et des syndicats sont en désaccord avec les positions confédérales. L'attitude négative vis-à-vis de la C.F.D.T., l'affaire Lip — de nombreux camarades de F.O. ont soutenu les travailleurs en lutte — n'arrangeront pas les choses, n'en déplaise aux admirateurs de Bergeron.

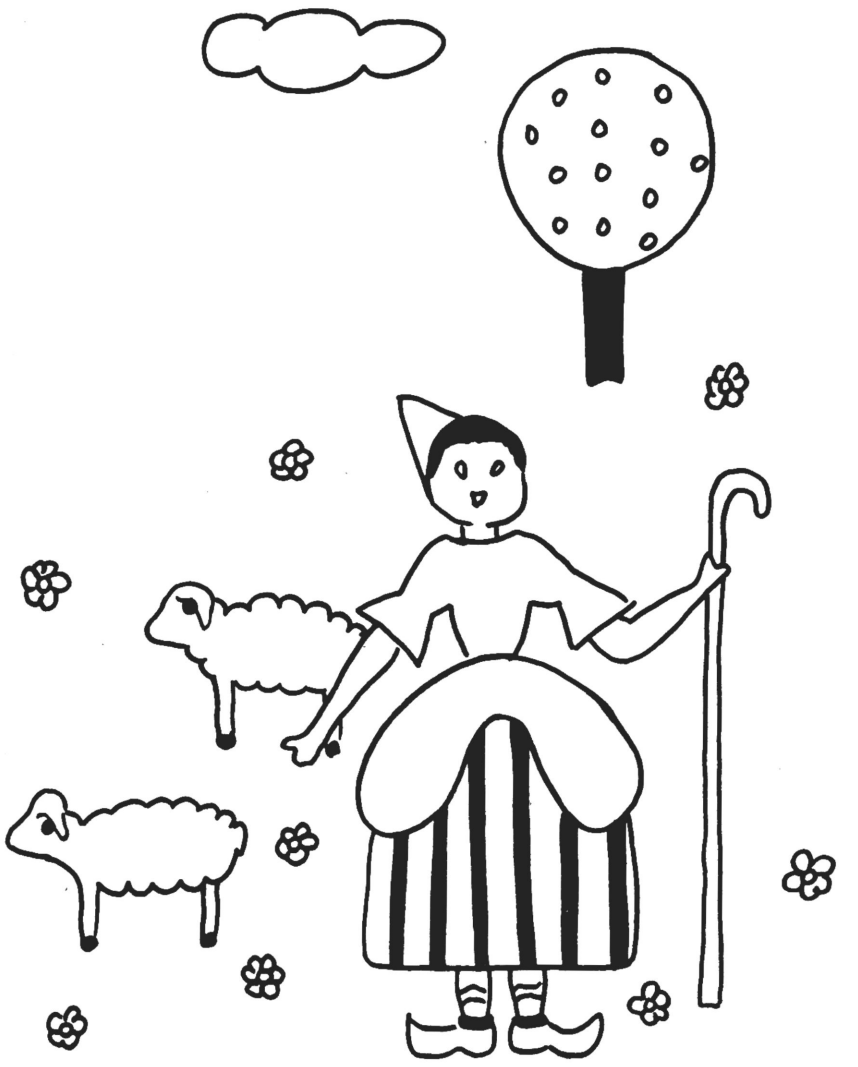
Se prépare-t-on à une scission par l'élimination de l'aile gauche ?

En effet, la majorité confédérale de la C.G.T.-F.O. se déclare réformiste, dans la tradition de la vieille C.G.T. de Léon Jouhaux ; ses récentes prises de position tendent à prouver que Bergeron et ses amis ne sont même plus réformistes, c'est-à-dire qu'ils abandonnent pratiquement la théorie selon laquelle des réformes sociales successives et multiples amèneraient l'émancipation des travailleurs. C'est vers une pratique syndicale analogue au syndicalisme de l'A.F.L.-C.I.O. — partage des « fruits de l'expansion » entre « partenaires sociaux », sans combattre le système capitaliste — qu'ils se dirigent. Le forcing en cours actuellement aboutit au reniement de la finalité anticapitaliste du syndicalisme. La lutte de classes et la référence à la charte d'Amiens ne sont plus qu'une couverture « gauche » à une pratique de collaboration de classes ; et Pierre Besnard soulignait que pour les capitalistes la lutte de classes la plus efficace est d'amener les travailleurs à collaborer loyalement avec eux.

Il appartient aux militants anarcho-syndicalistes adhérents de F.O. de combattre cette politique, par un travail de recrutement et de formation de militants afin, en grossissant leurs rangs, d'empêcher cette évolution à droite qui pourrait se terminer par une scission. Qui diviserait encore plus le mouvement ouvrier.

Des militants anarcho-syndicalistes adhérents de F.O. de Paris.

REVENONS A NOS MOUTONS



ILS en ont eu marre de faire partie du troupeau. Le fameux « métro-boulot-dodo » est devenu leur « mane, thecel, pharès » biblique, il les a aveuglés, hallucinés, et ils sont partis retrouver les moutons, ceux avec de la laine sur le dos.

Ils ont acheté leur petite bergerie. Comme leurs moyens sont limités, ils ont pris ce qu'ils ont pu, la bonne occase aux murs plus ou moins solides, avec une toiture à refaire, des tranchées à creuser pour amener l'eau, etc.

Travaux ingrats entre tous — mais l'espoir les porte, et ils ont des projets merveilleux.

D'ABORD, un mouton c'est beau, ça se coiffe, on lui met des bigoudis. Et puis, voir autour des brebis les agneaux gambader, si maladroits, si touchants, si...

Et puis derrière le geste auguste du tondeur, il y a celui, non moins auguste, du tisserand. Vous voyez ? Retrouver les gestes ancestraux, tandis que des copains, à la veillée, chantent en s'accompagnant à la guitare les vieux airs du terroir. Car c'est bien connu : pas de moutons sans guitare. Et pas de tisserand sans potier.

On refait de l'artisanat, on retrouve le contact avec la matière, on retrouve les formes « naturelles » que... (Ah ! mes camarades, les tonnes d'inepties déversées à ce propos, sans qu'on soit plus avancés : qu'est-ce que c'est au juste que de « retrouver les formes naturelles » ?)

Et derrière le geste créateur, l'aspect didactique de la chose ne vous aura pas échappé : tiens, si on arrivait à réunir, le dimanche, dans une salle mise à notre disposition par le maire, les habitants du village voisin, pour leur réapprendre les gestes augustes qu'ils ont oubliés, les pauvres ?

Hein ? vous rigolez ? mais je l'ai entendu ça, de mes oreilles, et cette énormité était proférée sincèrement par une « militante de gauche », et devant témoins !

Et puis, enfin, il y a le groupe, les potes, et, lâchons le grand mot, la COMMUNAUTE.

ILS avaient oublié quelques petits détails ; pour acheter la ferme et le bout de terrain, si peu chers soient-ils, il faut demander un prêt à une banque capitaliste, tiens donc !, ils avaient oublié le temps qu'on passe à creuser, jointoyer, scier, clouer, manipuler des pierres et des poutres, et le parfait abrutissement qui vous prend la journée finie. Ils avaient oublié qu'être berger, c'est un METIER, un vrai, pas une rêverie champêtre.

Ils avaient oublié que pour vivre, il faut assurer une production.

Ils avaient oublié que les gens commencent à en avoir sacrément marre de toutes ces étoffes ni faites ni à faire, et de toutes ces petites merdes appelées « poteries » qu'on voit dans tous les coins, banales, faciles.

Ils avaient oublié que la communauté comporte une certaine évolution, j'allais dire une certaine mécanique qui lui est propre et qui entraîne des obligations, qu'elle implique une organisation impeccable — au niveau du travail, par exemple, sous peine de devenir un guêpier à engueulades — au niveau des rapports humains, sexuels entre autres, sous peine de devenir un piège sordide à psychoses et à jalousies.

MAIS supposons que ça marche. Ils auront oublié le principal. A ce propos, voici un extrait d'une lettre parue dans le courrier des lecteurs d'un magazine à grande diffusion (1).

« Après ce tableau réaliste, vous attendez-vous à ce que nous nous lamentions sur notre sort. C'est le contraire. Pour rien au monde nous ne reviendrions à Paris. Il nous suffit de « descendre en ville » (une fois par mois) pour rentrer le soir avec la migraine, et être vraiment très heureux de retrouver notre montagne et notre paix. »

Ce qu'ils oublient de plus important, c'est qu'en retournant dans leur désert, ils désertent. Ils se font leur petite vie bien à eux, et leur « communauté » sur mesure et peinarde. LEUR paix à eux tout seuls — solitaires, hein ! mais pas SOLIDAIRES.

Ce n'est pas d'hier. Ceux qui ont connu la guerre de 39-45 se rappelleront le fameux « retour à la terre » prôné par Pétain, et chanté par Giono.

Ils se rappelleront la « lettre ouverte aux paysans de France », et l'essai communautaire de Manosque, et le couplet sur l'agrégée de lettres qui cueillait des champignons pour le repas du soir.

Ça faisait bien l'affaire des nazis !

Et ceux qui rigolent de tout ça, AUJOURD'HUI, c'est le père Pompidou et sa clique et sa claque.

PENDANT qu'ils s'échinent et se flanquent des pierres sur les pieds, les communautaires, pendant qu'ils se font leur folklore à guitares et à flûtes — indiennes de préférence — ils ne vont pas dans la rue et dans les entreprises à se battre au coude à coude, avec les autres, tous les autres, les travailleurs.

Les patrons, eux, ne vont pas élever des moutons !

Les C.R.S. non plus !

A force de « retourner » à quelque chose, à la terre, au Petit Trianon de Marie-Antoinette, aux rêveries de J.-J. Rousseau et à tous les gestes augustes, ils finissent par retarder bougrement, les communautaires.

S'ils se mettaient à l'heure ?

A l'heure LIP, par exemple ?

(1) « La Maison de Marie-Claire », septembre 73.

N.D.L.R. — L'ouvrier qui fuit les usines provient des Editions de « l'En Dehors ».

Pour les militants anarcho-syndicalistes, une brochure à diffuser : « ROUGE ET LA C.F.D.T. » ; à commander au journal, 2 F.

Permanence région parisienne :
tous les mardis de 19 h 30 à 22 heures, 21 rue Jean-Robert, Paris-18e - métro Marx-Dormoy.

★

Permanence de Bordeaux : 7 rue du Muguet, tous les samedis de 15 à 17 heures.

★

Groupes de Lyon et de l'Est : écrire au journal.

★

Pour la Suisse : B.P. 44, Les Eaux-Vives, Genève.

★

Correspondance pour le journal : B.P. 31, Saint-Cyr-l'Ecole (78).

★

Abonnement : un an : 10 F - Abonnement de diffusion, un an, 5 exemplaires par mois : 45 F ; 10 exemplaires : 90 F ; 20 exemplaires : 175 F.

★

Verser les fonds à : **Claudine TOUBLET, C. C. P. 7 297-72 PARIS.**

Directeur de la publication : GEORGES YVERNEL
Imprimerie N.P.P., Paris-20e